

***LE DÉVELOPPEMENT RURAL
EN QUESTIONS***

**PAYSAGES, ESPACES RURAUX,
SYSTÈMES AGRAIRES**

Maghreb - Afrique noire - Mélanésie

PRÉFACE

La collection d'articles que publie aujourd'hui l'ORSTOM à l'occasion du Congrès International de Géographie de Paris, à l'initiative d'une équipe mixte ORSTOM-CNRS (Laboratoire Associé n° 94), est un témoignage de vitalité de la Géographie, face à la crise du monde rural dans les pays dits en développement. Une double irritation se devine, réaction d'abord au modèle uniformisateur, négateur des contingences et des différences, appliqué un peu partout aux problèmes du monde rural et de la production agricole, mais réaction aussi devant la façon dont ces problèmes eux-mêmes ont été ces dernières années occultés. Les villes, il faut le dire, et spécialement les très grandes villes, posent aux pouvoirs publics des questions d'une telle urgence et d'une telle ampleur que les campagnes et leurs difficultés sont passées un temps à l'arrière-plan des préoccupations. Dans les pays mêmes où la priorité au développement rural était politiquement affichée avec le plus de force, les financements allaient et vont toujours en proportion écrasante aux villes et aux citadins. En France même, les crédits sur fonds publics destinés aux pays en développement ont suivi le même chemin. Or voici que depuis peu l'on redécouvre une vérité fondamentale : que la crise urbaine est d'abord celle des producteurs ruraux, placés dans des conditions telles que pour beaucoup la stratégie adaptée consiste à devenir citadins. Au bout du chemin et du cercle vicieux : la dépendance alimentaire, plus ou moins largement fonction de l'accumulation démographique en milieu urbain, et de l'incapacité des campagnes à nourrir les très grandes agglomérations. C'est donc dans la mouvance de l'intérêt porté au système urbain que le monde rural redevient un objet scientifique digne d'attention. Mais ce que nous appelons, d'un terme volontairement imprécis, les campagnes n'existent toujours, dans cette perspective, que par référence à un système qui les englobe et les subordonne.

Rien d'illégitime dans cette approche. Elle ne fait que développer, dans un sens asymétrique, mais en la reliant au problème mondial de ce qu'il est convenu d'appeler « les rapports Nord-Sud », la thématique des rapports villes-campagnes. Appliquée aux mouvements migratoires, à l'approvisionnement des grandes villes, à l'urbanisation des campagnes et, plus récemment, à la pénétration du capital urbain en milieu rural, cette thématique a obtenu de beaux succès. La question est de savoir si, derrière ces approches intégrantes, le monde rural a droit, dans l'Afrique d'aujourd'hui mais ailleurs aussi, à un traitement scientifique plus autonome. En clair, une géographie rurale est-elle justifiée dans son objet ? Ou bien la vraie place de la ruralité n'est-elle plus que celle de non-ville, ou de périphérie métaphorique du système urbain ? A l'interrogation posée ainsi dans l'abstrait, il nous semble que les textes réunis dans ce volume apportent une réponse claire et convaincante, en forme de défense et illustration de la légitimité d'une approche « ruraliste ». Ils le font d'abord par la manière franche et massive dont beaucoup de géographes, orstomiens, chercheurs au CNRS ou universitaires ont spontanément répondu à la proposition qui leur était faite de collaborer à cet ouvrage. Le travail ne demandait donc qu'à prendre forme, tant il répondait à un besoin profond de ceux qui ont inscrit le développement rural au cœur de leurs

préoccupations. La qualité et la diversité des textes réunis, les multiples facettes qu'ils explorent, tout cela révèle par ailleurs les vertus d'une démarche qui colle à son objet au lieu de l'aborder de haut et par des biais. Mais il reste au-delà de la démonstration concrète — le mouvement qui se prouve en marchant — à esquisser la théorie d'un renversement d'intérêts qui place « le » rural au centre des préoccupations.

Qu'à bien des égards villes et campagnes soient solidaires, et qu'elles le soient à l'intérieur d'un cadre plus large de relations politiques et économiques à l'échelle planétaire, et que les rapports de force et de dominance soient actifs et explicatifs à tous les niveaux, cela ne saurait être nié. Mais il y a place, sans minimiser l'interdépendance, à côté d'un point de vue qui considère le monde rural à partir et en fonction des villes et des économies dominantes, pour un autre, qui mette les campagnes et leurs problèmes au premier plan et n'interroge qu'en seconde instance le système urbain et celui des échanges au sommet. Au demeurant, les choses ne se présentent pas tout à fait de la même façon selon que l'accent est mis sur la part rurale de la société, ou bien de l'espace. S'agissant des sociétés, celles des pays européens ont cessé — ou sont sur le point de le faire — de se laisser articuler en une composante urbaine et une composante rurale relativement autonomes. L'homogénéisation des modes de vie, la pluriactivité et un « rural-non-farm » de plus en plus envahissant rendent désormais inopérantes les vieilles distinctions et l'idée même de paysannerie. Il ne reste que la liberté de choisir son éclairage, depuis le pôle urbain ou depuis le pôle rural de la société globale. Les choses n'en sont pas tout à fait au même point en Afrique, et dans d'autres continents, mais on y va, et à grand train. Nombreuses sont déjà, dans l'Ouest et le Centre africains en particulier, les sociétés locales ou régionales organisées sur un double pied rural et citadin, et dont le fonctionnement repose désormais sur une large intercommunication. A. Franqueville en a apporté la démonstration récemment à propos de Yaoundé. D'autres groupes d'extension régionale, et l'on pense ici au Yatenga tel que l'a étudié J.-Y. Marchal, ont une dualité d'implantation rurale qui sépare géographiquement les deux fonctions : reproduction de la société d'un côté, obtention de moyens monétaires de l'autre. En France, en dépit de la rurbanisation et de l'uniformisation du bâti nouveau, l'espace rural a mieux que la société rurale gardé sa spécificité, et son caractère d'objet propre au regard de la démarche géographique. C'est a fortiori le cas dans les pays en développement.

Il est tentant de chercher à inventorier ce contenu propre des espaces ruraux, ou la manière qu'ils ont de commander une approche spécialisée. Le trait le plus général qui les oppose aux tissus urbains est à coup sûr dans l'occupation diluée de l'interface terrestre qui s'y réalise. Les densités sont faibles, aussi bien celle des hommes que celle des capitaux investis ou mobilisés. Les faits à caractère de plages revêtant la surface du sol, ou la caractérisant, l'emportent sur les éléments linéaires ou ponctuels offerts au regard. Leur durabilité, leur résistance au changement physique sont modestes ; c'est le cas d'une étendue cultivée, d'une forêt ; une culture en remplace une autre, la forêt se renouvelle et sa composition change. Ce n'est pas par elles-mêmes que les formes résistent au temps, mais uniquement dans la mesure où un réseau juridique ou un consensus social viennent mailler l'espace. La minceur verticale et l'étalement en surface des composantes élémentaires de l'espace rural les exposent à la vue. De là, la place que tiennent les paysages dans l'analyse, la possibilité qu'ils donnent de repérer les organisations. Après avoir été celui des typologies paysagères, l'espace rural est aujourd'hui le champ privilégié d'une télédétection exploratoire ou répétitive.

Au point que la forme, d'une autre manière que jadis, risque d'être prise aujourd'hui pour le fond, naturel ou social.

Mais l'espace rural, c'est aussi, par opposition à l'urbain, la nature. L'assimilation est classique, et source de confusions. Demeure portant le faible recouvrement dont la ruralité vêt l'espace. Et, qui plus est, un recouvrement ambigu, largement végétal, à demi-dénaturalisé seulement quand il s'agit de plantes cultivées, bien moins encore dans le cas des prairies, ou de la végétation-relais des longues jachères. Dynamique agricole et dynamique spontanée interfèrent à tous les niveaux, abiotique inclus quand une crise climatique ou une virtualité érosive placent un milieu en déséquilibre. Les sept articles rassemblés sous le titre « écologie et développement » témoignent chacun à sa manière de l'impossibilité de ne pas conjoindre les deux ordres de faits dans l'analyse, comme ils le sont dans la réalité des évolutions.

Un truisme : la fonction agricole de l'espace rural, support de tout le reste. On a fini par se rendre compte, en Europe, qu'une campagne qui cessait d'être cultivée, cessait d'être attractive pour le tourisme ou l'installation des citadins. Là même où les exploitants agricoles sont devenus fortement minoritaires, la gestion de l'espace leur incombe dans une large mesure, au moins au plan local et au niveau des décisions journalières. Ce n'est pas retrancher les agriculteurs de la société globale que de voir en eux, dans la logique de leurs comportements de producteurs, dans les rapports qu'ils nouent avec le sol (au plan foncier comme à celui des affectations d'usage), l'objet légitime d'une approche particulière. En Europe, une certaine délocalisation se fait jour. Les choix individuels s'opèrent moins qu'autrefois en vertu d'un certain mimétisme social et local. En revanche, les instances organisationnelles, issues de la profession agricole, remontent les échelons spatiaux et pèsent de tout leur poids, notamment en France, au niveau régional et national, voire européen. Les choses n'en sont pas là en Afrique. La thématique des systèmes d'utilisation du sol, des systèmes agraires ou agro-pastoraux, garde ses attaches au local, au régional, à l'ethnique, aux paysages concrets, en clair à tout ce qui s'individualise et prend forme dans l'espace géographique.

Déjà cependant, l'approche globale/spatiale est contrainte de se démultiplier en préoccupations sectorielles. Vers le haut, à mesure que se développent les contacts et les échanges, que le branchement sur les marchés ou le marché se fait impératif, il devient indispensable de porter la plus grande attention aux systèmes de commercialisation des produits, aux conditions de la formation ou de l'imposition des prix agricoles, à l'évolution du statut de la terre de bien d'usage en bien marchand (et à toutes les circonstances qui l'accroissent ou en découlent). Vers le bas, ce sont les exploitations agricoles, s'affirmant comme telles dans le nouveau contexte économique et se différenciant (par la taille, le dynamisme économique, les choix techniques ou culturels, les modalités de l'organisation du travail), qui exigent l'attention des chercheurs. Ce nouvel objet d'étude doit beaucoup à la sensibilisation des géographes par les travaux qu'ont entrepris, depuis un certain nombre d'années, les équipes agronomiques.

Mais l'espace rural ne peut pas être vu aussi comme le support d'un vécu particulier, d'une identité culturelle, de pratiques collectives enracinées dans le temps long des sociétés. La banalisation, l'uniformisation qu'imposent, à l'échelle mondiale, la culture, la technique et l'économie dominantes (dont le capitalisme et la gestion centralisée ne sont que des modalités), n'ont fait qu'entamer ou masquer ce tréfonds largement territorialisé. Sans vouloir porter l'analyse au

cœur du problème, deux remarques peuvent en éclairer les termes. La première est qu'il reste dans les campagnes même françaises des formes de sociabilité très prégnantes, et qui n'ont rien à voir avec celles dont la ville est le champ. Les références locales d'un individu, ses origines, l'image qui se répand de lui dans un milieu social où l'intercommunication se fait dans et par la proximité, tout cela restreint singulièrement sa liberté d'installation (agricole notamment) et d'initiative. La deuxième remarque voudrait attirer l'attention sur les espaces ruraux comme conservatoires de l'identité, et souvent de l'identité par opposition, de sociétés même largement urbanisées. Consciente ou inconsciente, la référence au paysage joue un rôle dans cette affirmation d'être.

C'est à ce point que la « modernité » fait problème, qu'elle est « en question », au sens d'un examen critique du paradigme sous-jacent du progrès qui va de soi. La conclusion de l'ouvrage interroge le concept même de développement rural, dans la mesure où il débouche, ou risque de le faire, sur l'annihilation du partenaire le plus directement impliqué dans les rapports à la terre. Que la modernisation ainsi entendue se paie d'un coût social élevé, et puisse à la limite ne déboucher sur rien, trop d'exemples en font foi. Mais c'est sur autre chose que nous voudrions attirer l'attention, en renvoyant à Pierre Gourou, et à son analyse du rôle des « encadrements » dans les « Terres de Bonne-Espérance ». Les difficultés et les impasses du développement rural n'expriment pas le seul choc des intérêts entre les parties prenantes du haut (les citadins, les fonctionnaires, les capitalistes nationaux ou étrangers, ceux qui savent et décident pour les autres au nom de l'État ou des grandes instances internationales) et du bas (la société atomisée, inorganisée des cultivateurs ou éleveurs sans moyens autres que leur travail). Toute forme de développement rural met en présence des organisateurs du travail et de l'espace, et des groupes de producteurs plus ou moins cohérents, plus ou moins étroitement localisés. Les connaissances, les modes d'organisation, la façon de concevoir le temps et l'espace, les expériences emmagasinées par chacun des deux partenaires se tissent de part et d'autre en cohérences : cela que précisément P. Gourou désigne du terme d'encadrements. Et dont la somme dessine les contours d'une culture, ou d'une « civilisation » (au sens de Pierre Gourou : l'ensemble des moyens d'action d'un groupe sur lui-même et son environnement, ou face aux autres).

Or, il nous semble que la plupart des contributions des chap. III (« systèmes agraires en mouvement ») et du chap. IV (« la modernité en question ») reviennent, au moins en partie, à démonter le jeu qui se noue entre ces entités globales : soit deux groupes ruraux, porteurs d'un héritage socio-culturel et d'un regard sur l'espace différent, voire antagoniste ; soit une pratique organisée, porteuse et propagatrice de changement, à partir d'une vision haut placée, puisant à un fond et une sorte de consensus international, s'imposant du dehors à une population de producteurs répandue sur un espace géographique plus ou moins restreint. En tel cas, il y a toujours un problème, un malentendu, une incompatibilité d'objectifs ou de moyens. Le problème n'est pas sans solution. Il doit seulement être présent à l'esprit pour que puissent être posés des diagnostics justes sur le possible de l'environnement naturel et des sociétés, et institué un dialogue authentique débouchant sur des formules assumées de part et d'autre. Des progrès considérables ont été faits, on n'en est plus toujours, entre haut et bas, au dialogue de sourds. Dans le cas d'« aménagements » impliquant une réorganisation physique de l'espace rural, les solutions sont plus difficiles à concevoir, à mettre au point et surtout à stabiliser : la rigidité de toute affectation de l'espace, qu'elle opère sur le plan foncier ou sur le plan agronomique, se heurte toujours et

partout à la dynamique collective de groupes en expansion démographique, et à la compétition pour l'espace d'exploitations inégalement armées. On retrouve à ce point l'idée de départ, celle des rapports d'intérêts conflictuels et de l'accaparement possible, au bénéfice d'une minorité, du produit de l'agriculture. La problématique qui en découle est riche, et contient à coup sûr une part significative de l'explication. Mais, pratiquée sous une forme exclusive, elle risque de faire sous-estimer le poids des contraintes liées aux encadrements propres aux sociétés rurales. Et peut-être aussi de faire oublier que, globalement, le prélèvement sur le travail en milieu rural ne va pas seulement à des acteurs individuels ou étrangers, mais aussi au monde urbain dans son ensemble.

La lecture à laquelle nous nous essayons de l'ensemble des contributions réunies serait incomplète si nous ne nous efforcions pas de dire en quoi elle exprime la sensibilité fondamentale de la discipline « géographie ». Elle le fait, à notre sens, de trois manières. D'abord, en accordant un sens particulier à l'analyse de situations localisées : espaces socialement fonctionnels, ou entités sociales dotées d'une assise spatiale : terroirs, ethnies ou fractions d'ethnies, régions, unités administratives... quelles qu'en soient la définition ou l'échelle, le principe est toujours le même : restituer les cohérences qu'implique la proximité des hommes et des faits. Soit en amont du temps : des groupes dotés d'une histoire commune « traitent » l'espace de façon homogène. Soit en aval : la proximité suscite des liens entre des groupes sociaux ou individus accidentellement rapprochés. Cohérences ne veut pas nécessairement dire harmonie, les jeux conflictuels sont tout aussi intéressants. La deuxième manière d'être géographe vis-à-vis des problèmes du développement rural consiste à privilégier le regard des acteurs les plus directement impliqués, à voir l'espace rural, le développement, les initiatives extérieures avec les yeux des ruraux. Mais aussi, et c'est là un troisième aspect qui sous-tend la démarche géographique, restituer cette vision, la relier à d'autres plus distanciées, replacer le tout dans une problématique au niveau le plus général, par le truchement et la mise en jeu d'échelles emboîtées, que l'on resserre ou que l'on déploie selon les nécessités de l'explication. Autrement dit : considérer chaque élément, chaque variable, chaque facteur, chaque conséquence au niveau spatial et dans l'espace qui est le sien, et chaque fois en combinaison, en interférence ou en opposition avec les autres données propres à ce niveau.

Les trois contributions rassemblées sous le titre « le développement et la région » s'inscrivent, nous semble-t-il, dans cette perspective, en privilégiant le niveau moyen, régional, au carrefour de l'urbain et du rural, des flux ou des influences montantes et descendantes. L'essai théorique d'une grande richesse qui ouvre le chapitre nous dispensera d'en dire plus, sinon pour souligner à quel point le souci dominant des auteurs est d'articuler la dimension régionale proposée aux recherches rurales d'une part à l'extérieur étatique ou lointain (les deux englobants emboîtés), d'autre part à des paliers descendants qui, de proche en proche, mènent au terroir et à la parcelle. Que l'un des auteurs ait qualité d'économiste, et que sa contribution ne soit pas erratique mais essentielle souligne plus qu'une volonté : la nécessité d'une ouverture de la discipline.

Fondement de la plupart des formations du CNRS, comme des nouveaux départements de l'ORSTOM, cette ouverture aux autres façons de penser la réalité sociale, naturelle et spatiale ne fait pas plus problème aux géographes ruralistes qu'à ceux qui privilégient l'urbain. Au demeurant, l'initiative dont ce volume est le fruit émane d'un groupe de chercheurs qui a su animer en son sein cette année même, sous la forme d'un séminaire, un échange très riche entre le point de vue des agronomes de terrain et celui des géographes. Que l'ouvrage que nous

présentons ne trompe pas : édité à l'intention des géographes de tous pays rassemblés à Paris, et pour cette raison œuvre principalement de géographes, il veut illustrer, certes, la validité d'une démarche et l'efficacité d'une formation ; mais si personne ne cherche à donner le change, en mimant le raisonnement des disciplines voisines, on risque encore moins d'y découvrir la moindre nostalgie de l'eden géographique originel.

**PAUL PÉLISSIER
GILLES SAUTTER**